

au pouvoir en 1984, et que nous n'avons cessé depuis de travailler à régler cette situation.

Marc Lalonde n'a pas été le seul ministre des Finances libéral à commettre cette grave supercherie. Déjà, dans les années 60, l'honorable Edgar Benson avait tenu des propos similaires à la Chambre. Il avait déclaré qu'il était déterminé à faire preuve de modération. En raison de son expérience de l'année précédente et des perspectives pour l'année suivante, le gouvernement a dû reconnaître que le contrôle des dépenses publiques au Canada constituait le problème primordial. Ni M. Benson, en qualité de ministre des Finances, ni les ministres des Finances qui lui ont succédé n'ont respecté les principes qu'ils avaient énoncés.

Aujourd'hui, les libéraux et les néo-démocrates nous reprochent d'avoir énoncé des principes de responsabilité financière et de les avoir respectés. C'est cela la différence. Ils ont invoqué ces principes pour la forme mais nous, nous en avons fait un plan d'action. Voilà à quoi rime le budget. Il traite de la réalité. Il traite de la situation financière réelle du gouvernement du Canada.

Nous devons avoir pour objectif de redresser notre économie et de mettre de l'ordre dans nos affaires financières. Prenons l'exemple d'une famille. Qui prêterait à une famille qui a défoncé son budget pendant 20 ans? Elle a acheté une voiture neuve, alors qu'elle n'en avait pas les moyens. Elle a acheté des appareils pour la maison, a fait des voyages et a constamment vécu au-dessus de ses moyens. Quel établissement bancaire ou de crédit accepterait d'aider cette famille à continuer de dépenser? On devrait lui refuser l'aide qu'elle demande, parce que ce n'est pas la façon de faire. Il lui faut examiner sa situation et exercer un contrôle sur ses dépenses. Il lui faut calculer son revenu et dépenser en fonction de ce revenu.

Il s'agit de la plus élémentaire responsabilité financière, et le principe vaut également pour un gouvernement ou un établissement. Il faut équilibrer dépenses et revenus. Comment peut-on se plaindre à la Chambre des communes ou n'importe où ailleurs au Canada? Comme le ministre des Finances l'a dit: «Laissez-moi vous dire ce que nous allons faire en 1990-1991 et par la suite. Nous allons mettre les recettes et les dépenses publiques en parallèle et les équilibrer». Qui pourrait trouver à redire à cela?

Le budget

Voyons un peu ce qui s'est fait depuis cinq ans, depuis que le gouvernement progressiste conservateur est arrivé au pouvoir en 1984. C'est précisément cela que nous avons fait: nous avons fait concorder nos dépenses avec nos revenus.

Une voix: Oh, oh!

M. Crosby: Cela fait rire le député, lui dont le gouvernement avait porté la dette nationale à 200 milliards de dollars en 1984. Et voici que les libéraux viennent nous demander pourquoi nous ne nous sommes pas attaqués à cette dette, pourquoi nous n'avons pas réduit la dette et le déficit à zéro, comment nous avons pu ne rien faire à cet égard.

Les députés d'en face, tous les députés, en fait, savent pertinemment que la réduction de la dette et du déficit ne peut être que graduelle si l'on ne veut pas supprimer des programmes sociaux.

M. Manley: En reste-t-il?

M. Crosby: Ils défendent ici la cause des programmes sociaux en nous enjoignant de ne pas les réduire, pour nous priver ensuite de la capacité financière nécessaire au financement de ces programmes. C'est pure hypocrisie de prétendre défendre et appuyer les programmes sociaux et leur expansion et satisfaire aux besoins des Canadiens au fur et à mesure qu'ils se manifestent, pour ensuite priver le gouvernement de la capacité financière que tout cela exige. Cela n'a pas de sens. Y a-t-il un seul Canadien qui croit possible de maintenir les dépenses, de ne pas hausser les recettes et de laisser les découverts et les déficits s'accumuler année après année? Il n'y a pas un seul Canadien qui ne comprenne que cela mène droit à la catastrophe.

La plus grande menace pour les programmes sociaux, c'est la faillite du Trésor national. Je mets les députés au défi d'affirmer le contraire. Un trésor national en faillite ne permet pas de créer ni d'entretenir le moindre programme social. Demandez à n'importe quel Argentin, Brésilien ou Polonais pour voir!

On parle beaucoup de l'Europe de l'Est. Admirez les progrès que fait la démocratie en Europe de l'Est, mais écoutez ce que disent Gorbatchev, Walesa et Havel. Ils vous le diront. La leçon qu'ils ont apprise en Europe de l'Est, c'est qu'on ne peut pas continuer à dépenser et ne pas produire. Ils disent à leurs travailleurs et à toute la population qu'ils doivent être réalistes en ce qui concerne leur économie. Les gens doivent travailler et faire leur part s'ils veulent retirer quoi que ce soit de leur société. C'est ce qu'ils ont découvert en Europe de l'Est et c'est pour cette raison que les gens manifestent à Prague et